



# **Compte 2019**

## **Rapport d'analyse**

Rapport établi en application de l'article 89 de la Loi Organique du 08.07.1976

Thibaut Stevens  
Directeur Financier  
Le 23 juin 2020.

## 1. Contexte et tendances générales

L'exercice 2019 du CPAS a été marqué par une nouvelle intensification de la problématique sociale.

Le Centre reste confronté à une nouvelle forte augmentation du public qui le sollicite.

Dans les faits, le nombre de bénéficiaires du **revenu d'intégration** augmente à nouveau sensiblement : + 4,3%.

Nature de l'aide/an	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intégration sociale	1030	1060	1212	1316	1407	1466	1546	1618	1688
Equivalent Intégration sociale	227	206	196	184	156	148	148	156	136
DOUBLON DIS ERI	4	12	8	16	20	17	18	21	11
Autres aides sociales	468	483	572	584	743	885	783	856	957
ILA	41	37	39	46	46	88	170	156	88
<b>Totaux</b>	<b>1.725</b>	<b>1.749</b>	<b>1.980</b>	<b>2.084</b>	<b>2.306</b>	<b>2.499</b>	<b>2.477</b>	<b>2.630</b>	<b>2.781</b>
<i>Evolution</i>	5%	1%	13%	5%	11%	8%	-1%	6%	6%

Sources : Tableau croisé dynamique données NHSocial (2010-2016) / E.O.S. (2017-19)

Ce tableau mesure l'évolution du nombre de personnes ayant bénéficié, au moins une fois dans l'année, soit du revenu d'intégration, soit de l'aide sociale équivalente, soit uniquement et à l'exclusion des deux types d'aides précédemment cités, d'une autre aide sociale (Frais médicaux, paiement factures ...)

Le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale équivalente** au revenu d'intégration baisse légèrement.

Concernant les **aides sociales**, la baisse apparente du nombre de personnes aidées en 2017 est due au changement de source statistique<sup>1</sup>. En 2018, le nombre de personnes aidées augmente de 9,3% par rapport à 2017 et témoigne ainsi de l'intensification d'une problématique sociale qui dépasse le seul besoin relevant du revenu d'intégration. La forte croissance du nombre de demandeurs en 2019 (+ 11,8%) en est une nouvelle preuve

Le chapitre 6 de ce rapport est consacré aux répercussions financières de ces phénomènes.

Le nombre de personnes hébergées à **l'ILA** chute fortement en 2019, suite à la fermeture, courant 2018, des nouvelles places qui avaient été ouvertes en 2016 en conséquence de la modification de la politique fédérale relative à l'asile.

## 2. Synthèse du compte

Le compte 2019 du CPAS se clôture par un **déficit global de 43.479,50€**.

Il s'agit d'un résultat cumulé tenant compte tant des opérations relatives à l'exercice propre de 2019 ainsi que de celles relatives aux exercices antérieurs.

<sup>1</sup> Voir mon rapport au compte 2017 pour plus d'informations.

Ce résultat se décompose comme suit :

- résultat comptable de l'exercice 2019 (droits constatés 2019 – engagements 2019) : + 259.014,38 € ;
- le solde comptable cumulé des exercices antérieurs à 2019 : + 70.699,12€;
- le solde des opérations relatives aux exercices antérieurs (crédits abandonnés – recettes irrécouvrables) : - 244.786,46€
- la dotation supplémentaire au fonds pour créances aléatoires : 128.406,54€.

L'analyse comprise dans les pages suivantes apporte des éclaircissements relatifs aux évolutions financières qui ont caractérisé l'exercice 2019.

Nous attirons votre attention sur le fait que la notion de « résultat » telle qu'utilisée ci-dessus a trait au résultat global du CPAS qui donne lieu à un correctif budgétaire et, mécaniquement, à un ajustement (en plus ou en moins) de la dotation communale pour un montant équivalent.

Ce résultat couvre en réalité deux notions :

- un résultat comptable, qui découle entre autre de la différence entre les aides payées et le pourcentage d'intervention de l'état dans le financement de ces aides (entre 70% et 100%, selon les cas) ;
- un résultat de trésorerie, entre autre via l'alimentation d'une provision pour créances aléatoires (ou une reprise de celle-ci). Celle-ci vient en diminution (resp. majoration) du résultat du compte et augmente (resp. diminue) la dotation communale sans pour autant éteindre les créances en question.

Dans les pages qui suivent, la notion de « résultat » utilisée a trait au résultat du CPAS **à l'exclusion de la variation du fonds pour créances aléatoires**.

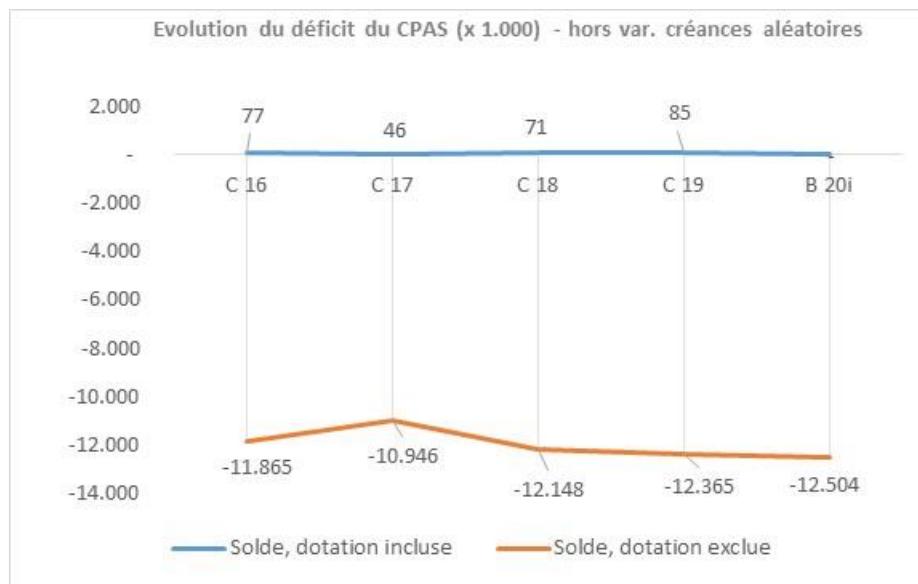
Une remarque quant à la lecture des tableaux : les colonnes « % » en rouge indiquent un taux de croissance annuel moyen sur la période 2016/2019 alors que la colonne « % 18-19 » indique l'augmentation proportionnelle du montant en question entre les comptes 2018 et 2019.

### **3. Synthèse générale**

#### **3.1. Evolution du résultat du CPAS**

Le boni du compte s'élève à 84.927,04€. Il s'agit du sixième excédent budgétaire successif après l'important déficit enregistré en 2013.

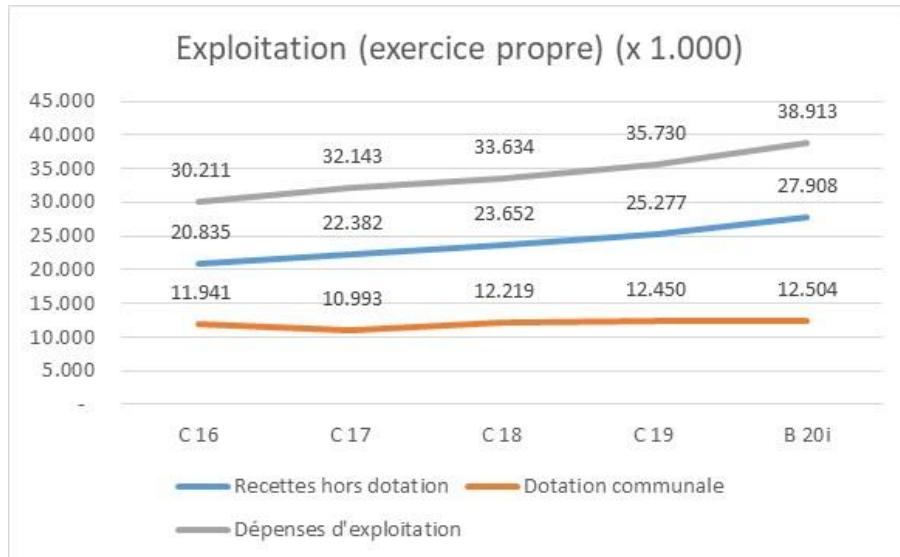
Si l'on **exclut la dotation communale**, le déficit du CPAS se creuse par rapport à 2018, passant de 12,15 millions € à 12,36 millions €. L'impact du résultat favorable du compte 2018 (résultat de +35.136,23€ en 2018), tant sur la dotation communale que sur le résultat reporté et intégré au compte 2019 du CPAS est sur-compensé par l'augmentation continue des charges de l'aide sociale et de personnel qui se manifestent depuis 2016. Ce phénomène a nécessité, courant 2019, une modification budgétaire entraînant une majoration de la dotation communale de 68.898,50€.



	<b>C 16</b>	<b>C 17</b>	<b>C 18</b>	<b>C 19</b>	<b>B 20i</b>
Exploitation	-10.842	-9.759	-10.428	-10.182	-10.763
Investissement	-1.023	-1.233	-1.721	-2.184	-1.741
Solde	-11.865	-10.993	-12.148	-12.365	-12.504

### 3.2. Evolution du budget d'exploitation

L'écart entre les recettes et les dépenses d'exploitation se creuse depuis 2016. Hors dotation communale, cet écart s'élevait à 9,376 millions € au compte 2016 pour s'élever à 10,453 millions € en 2019.



	<b>C 16</b>	<b>C 17</b>	<b>C 18</b>	<b>C 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>	<b>B 20i</b>
Ecart R/D d'exploitation	2.566	1.231	2.237	1.997	-8,0%	-10,7%	1.499
Ecart excl. dotation	-9.376	-9.761	-9.982	-10.453	3,7%	4,7%	-11.005

### 3.3. Evolution des recettes d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C 16	C 17	C 18	C 19	%	% 18-19	B 20i
Prestations	3.502	3.556	3.373	3.668	1,6%	8,8%	5.043
Dotation communale	11.941	10.993	12.219	12.450	1,4%	1,9%	12.504
FSAS	457	466	506	550	6,4%	8,6%	558
Autres transferts	16.797	18.284	19.695	20.981	7,7%	6,5%	22.228
Produits financiers	80	75	77	77	-0,9%	0,3%	78
Total	32.776	33.374	35.871	37.727	4,8%	5,2%	40.412
Total hors dotation	20.835	22.382	23.652	25.277	6,7%	6,9%	27.908

Hors dotation communale, les recettes enregistrent une croissance de 6,9% par rapport au compte 2018. La majeure partie de cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des 'autres transferts', parmi lesquels les interventions de l'Etat dans le paiement du RIS, certes majorées à 70% depuis 2018 et augmentées d'une subvention « PIIS » depuis fin 2016, mais qui ne s'élèvent toujours qu'à une fraction de l'augmentation de ces dépenses, le solde restant à la charge intégrale du CPAS.

La croissance des recettes de prestation est majoritairement induite par l'augmentation des recettes à la maison de repos (+ 160.000€) et des recettes liées aux emplois d'insertion (+ 51.000€).

Quant au Fonds Spécial de l'Aide Sociale (FSAS), l'augmentation de notre quote-part suit la réforme de ce mécanisme de financement en 2017 et le refinancement du subside pour l'occasion.

La croissance de la dotation communale doit être nuancée : le faible montant de 2017 s'explique par l'intégration du résultat favorable du compte 2016 du CPAS : elle a donné lieu à une baisse unique et exceptionnelle de la dotation communale de 887.736,23€. La dotation atteint depuis 2018 un niveau réaliste et ne croît que de manière modérée en 2019 (+ 1,9%).

### 3.4. Evolution des dépenses d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C 16	C 17	C 18	C 19	%	% 18-19	B 20i
Personnel	11.716	12.022	12.339	13.033	3,6%	5,6%	14.502
Fonctionnement	4.594	4.898	5.104	5.271	4,7%	3,3%	6.058
Redistribution	13.473	14.771	15.755	16.959	8,0%	7,6%	18.195
Charges financières	427	452	436	467	3,0%	7,0%	158
Total	30.211	32.143	33.634	35.730	5,8%	6,2%	38.913

Les charges de personnel augmentent sensiblement en 2019 (+ 5,6%) suite à quelques licenciements coûteux, l'indexation des salaires de fin 2018 et le renforcement des services administratifs et du service social via de nouveaux recrutements.

La croissance des charges de fonctionnement s'affaiblit (+ 3,3% contre 4,7% en moyenne), principalement grâce à la maîtrise des charges indirectes via Wolu-Facilities, des frais d'informatique et d'intérim à la maison de repos.

En 2019, les dépenses de redistribution représentent 47% des dépenses d'exploitation totales du CPAS contre 41% précédemment et augmentent fortement en raison de l'appel plus important des citoyens au RIS et à l'aide sociale (voir plus loin dans ce rapport).

Notons la légère croissance des charges financières par rapport à 2018 : + 7% en pourcentage mais +34.000€ en valeur absolue.

### 3.5. Dépenses nettes par fonction

La différence entre les dépenses et les recettes d'exploitation, par fonction budgétaire, donne un aperçu du 'solde net à financer' (via la dotation communale) par domaine d'action du CPAS. Le tableau figure en page suivante.

Ce tableau appelle plusieurs commentaires :

- La baisse du coût net de la fonction **administration générale** est d'ordre purement technique et liée à une modification de la facturation interne. Abstraction faite de ce phénomène, le coût net de l'administration s'élève à 3.138.000€ en 2019, en augmentation de 19,8% suite à la croissance des charges de personnel et des charges financières.
- Le **patrimoine privé** devient 'bénéficiaire' en 2018 déjà, suite au reclassement de l'emprunt de consolidation HRG à la fonction 'hôpital en liquidation'.
- Le déficit « **maisons de repos** » se résorbe fortement (-5%) suite à la hausse des recettes (la facturation des services de buanderie, entre autres) et à la poursuite des efforts d'optimisation du subside INAMI.
- La forte progression des charges nettes **d'aide sociale** découle majoritairement de la croissance du nombre de bénéficiaires du RIS et de l'aide sociale, ainsi que des charges administratives qu'elle engendre, en plus du renforcement des équipes.

	<b>C 16</b>	<b>C 17</b>	<b>C 18</b>	<b>C 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>	<b>B 20i</b>
Administration générale	1.930	2.237	2.619	2.464	<b>8,5%</b>	-5,9%	2.873
Patrimoine privé	9	14	-69	-68	<b>-298,1%</b>	-0,7%	-55
Services généraux	98	100	72	160	<b>18,0%</b>	121,1%	118
Aide sociale	4.118	4.462	4.479	5.592	<b>10,7%</b>	24,8%	5.880
Maisons de repos	2.192	2.740	2.348	2.227	<b>0,5%</b>	-5,1%	2.632
Centre de services communs	145	72	115	53	<b>-28,4%</b>	-53,8%	114
ILA	168	29	-26	-5	<b>-131,0%</b>	-80,8%	56
Aides familiales & seniors	400	642	589	450	<b>4,0%</b>	-23,6%	541
Repas à domicile	145	117	138	125	<b>-4,8%</b>	-9,6%	149
ISP/ART.60	700	431	469	634	<b>-3,2%</b>	35,2%	249
Médiation de dettes	60	43	43	-3	<b>-136,1%</b>	-106,6%	41
Maisons cure/convalescence	83	74	55	51	<b>-15,1%</b>	-8,8%	78
Logements personnes âgées	0	28	7	22	<b>396,2%</b>	203,1%	15
Hôpital en liquidation	-28	-155	53	95	<b>-250,8%</b>	79,7%	-132

(\* )recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires non reprises dans le tableau

- Le coût net de l'**ILA** est (re-)devenu négatif en 2018 : nous avons enregistré en 2018 et 2019 des compléments de financement relatifs aux exercices précédents (conséquence de la liquidation tardive des subsides par FEDASIL). Le ‘boni’ enregistré à la fonction masque par ailleurs des charges indirectes reprises ailleurs dans le compte (service social, DECOBU, Recette).
- L'**ISP** (en ce compris les charges Art. 60) enregistre un déficit en forte croissance, lié d'une part à la comptabilisation correcte des charges sociales et d'autre part, par le fait que depuis 2018, plus de personnes ont été mises au travail sous ce régime particulier. La tarification aux utilisateurs privés ne couvre que partiellement les frais supportés par le CPAS.
- La **médiation de dettes** devient légèrement excédentaire grâce à la forte subsidiation de ce service.
- le déficit de la **Colline** se résorbe par rapport à 2018 suite au rétablissement du taux de fréquentation du service et, plus encore, à une forte croissance du subside INAMI.
- L'**Antenne Andromède** présente en 2019 un déficit au compte en augmentation suite à la longue fermeture d'un des appartements pour cause de rénovation (perte de recettes).
- Notons, finalement, que les charges nettes relatives au **Relais** (maisons de cure et de convalescence) sont pour l'instant exclusivement liées au développement d'un projet de création d'un nouveau centre de court-séjour.

### 3.6. La variation du fonds pour créances aléatoires

Les CPAS sont légalement tenus de constituer une provision pour les créances aléatoires. En effet, au fil du temps –ou selon la nature des créances concernées- le recouvrement de certaines créances devient très incertain. La constitution d'une provision ad hoc vient augmenter la dotation communale et est à considérer comme une avance de trésorerie de la part de la commune, permettant au CPAS d'assurer son fonctionnement correct dans l'attente du recouvrement de la créance. Le recouvrement futur d'une telle créance viendra alors diminuer la provision constituée au préalable et ainsi diminuer la dotation communale.

Le montant total de la provision s'élève à 1.532.867,65€ et se décompose comme suit :

- 712.999,72€ concernent les créances de plus de cinq ans qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 86.947,141€ concernent le solde des créances qui font l'objet d'un remboursement échelonné et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 258,39€ concernent le solde des créances sur des entreprises en faillite et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 26.110,86€ concernent des créances en remboursement des avances datant de plus de 3 ans et qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 706.551,27€ concernent la provision à concurrence de 10% des créances datant de moins de 5 ans.

A la clôture du compte 2018, une provision de 1.404.461,11€ avait déjà été constituée, il y a donc lieu d'acter **une dotation complémentaire au fonds de 128.406,54 €** pour 2019, à enregistrer au budget 2020.

### 3.7. Les investissements et le financement des investissements

En 2019, les dépenses d'investissement pures s'élèvent à 712.027,11 € et sont financées au moyen d'emprunts et par des prélèvements. Les principaux investissements concernent les travaux d'aménagement du bâtiment Gulledele 98 et la transformation de la maison Chaussée de Roodebeek en bureaux et logements.

### 3.8. La dette

La dette à long terme du CPAS a diminué en 2019 (-5,73%) et ce pour la troisième année consécutive: le montant d'emprunts remboursés est supérieur à celui des nouveaux emprunts conclus.

Les remboursements d'emprunts et les charges d'intérêt augmentent légèrement ; le stock de dette diminue et le CPAS continue de bénéficier de l'évolution favorable des taux et de l'absence de recours aux avances de trésorerie. Par contre, les charges de l'emprunt structuré relatif à l'absorption du déficit de clôture de l'HRG, peu coûteux depuis 2014, commencent à augmenter en fonction du tableau d'amortissement progressif du prêt.

Le coût moyen de la dette reste stable à 2,38%.

	C 16	C 17	C 18	C 19	%	% 18-19
Dette long terme à charge du CPAS	22.221.286,43	21.026.179,61	20.252.508,08	19.092.415,48	-4,93%	-5,73%
Dette d'investissement à C.T. à charge du CPAS						
Remboursement périodique des emprunts	297.287,65	481.967,08	473.381,25	542.684,32	22,21%	14,64%
Remboursement anticipé d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00		
Amortissement d'emprunts						
venant à échéance l'ex. suivant	912.716,22	1.531.618,23	1.641.227,74	1.663.082,51	22,14%	1,33%
Intérêt des emprunts	140.414,60	160.531,45	142.384,88	140.723,14	0,07%	-1,17%
Dette totale du CPAS au 31.12	22.518.574,08	21.508.146,69	20.725.889,33	19.635.099,80	-4,46%	-5,26%
Charges financières payées	430.724,35	452.143,41	436.450,22	466.971,80	2,73%	6,99%
Coût moyen de la dette	1,91%	2,10%	2,11%	2,38%		

### 3.9. La constitution de provisions pour risques et charges

Le résultat comptable de l'exercice (boni de 84.927,04€ avant variation du fonds pour créances aléatoires) inclut des opérations de prélèvement, à savoir l'utilisation d'une partie du legs De Ryck pour financer les travaux Chaussée de Roodebeek.

**Aucune provision n'a été constituée sur l'exercice 2019.**

Par le passé, le CPAS constituait annuellement une provision pour risques et charges, à charge du boni de l'exercice.

Cette provision est destinée à absorber l'effet de futures régularisations du SPP Intégration Sociale. En effet, la migration de logiciels sociaux et comptables de 2017 a permis d'identifier un montant historique considérable de paiements de RIS/ERIS 'suspendus' (dans l'attente de

la fourniture de pièces justificatives par l'usager et des retraits d'aide qui n'ont pas encore été actés par le CSSS). Ces lignes de paiement non exécutées ont, par l'automatisme des logiciels, été déclarées au SPP comme étant payées. Dans le cas d'un contrôle par le SPP, ces montants sont susceptibles d'être réclamés avec un coefficient multiplicateur.

Le même risque se pose quant aux PIIS conclus (et financés par l'Etat) mais qui ne sont pas suivis selon le rythme imposé par la législation.

Dans la mesure où la pratique des 'paiements suspendus' s'est poursuivie en 2019 encore et que les conditions pour considérer le subside PIIS comme pleinement acquis ne sont pas encore réunies, le CPAS ne disposera pas du 'tampon financier' nécessaire à assurer la **neutralité budgétaire des remboursements relatifs à 2019 et, par conséquent, leur neutralité sur la dotation communale** lorsque l'Etat appellera à une régularisation des montants indument perçus 2019.

#### **4. Comparatif budget / compte**

Il est intéressant de déterminer le taux de réalisation du budget (initial, resp. modifié), en particulier dans un contexte où, par exemple, les dépenses d'aide sociale au sens large dépendent d'événements non maîtrisables, qui apparaissent en cours d'exercice.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent la difficulté qu'éprouve le CPAS à estimer de manière suffisamment précise, en début d'exercice, à quel volume de dépenses s'attendre –en particulier au niveau des fonctions relatives aux différents types d'aide sociale et des services à la population.

Pour la grande majorité des fonctions, le budget de **dépenses** modifié a été exécuté à 90% ou plus. A la fonction « autres » (63%), signalons le recours nettement moins important que prévu aux mécanismes d'avances par les usagers.

Dépenses: taux de réalisation	Budget initial 2019	Budget modifié 2019	Compte 2019	% init	% mod
Administration générale	3.821.759	3.865.584	3.730.884	97,6%	96,5%
Patrimoine privé	503	9.858	7.790	1547,2%	79,0%
Services généraux	633.354	599.116	591.152	93,3%	98,7%
Aide sociale	19.663.663	19.799.467	19.863.196	101,0%	100,3%
Maisons de repos	8.280.080	8.477.121	8.342.594	100,8%	98,4%
Centre de services communs	397.886	408.825	397.821	100,0%	97,3%
ILA	425.394	445.956	441.279	103,7%	99,0%
Aides familiales & seniors	1.706.223	1.631.892	1.555.234	91,2%	95,3%
Repas à domicile	205.349	217.913	213.278	103,9%	97,9%
ISP/ART.60	1.291.199	1.205.225	1.103.940	85,5%	91,6%
Médiation de dettes	292.056	278.822	255.865	87,6%	91,8%
Maisons cure/convalescence	62.564	72.193	50.584	80,9%	70,1%
Logements personnes âgées	339.401	327.432	277.672	81,8%	84,8%
Autres (*)	669.565	878.696	556.128	83,1%	63,3%
Total dépenses, FI incl.	37.788.996	38.218.099	37.387.415	98,9%	97,8%

(\*) recettes et dépenses générales, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98

Globalement, le taux de réalisation des **recettes** s'élève à près de 100% du budget modifié.

Les recettes plus importantes que prévues à la fonction ‘centres de services communs’ (La Colline) sont la conséquence d’une perception plus importante que prévue du subside INAMI.

L’origine du taux de 111% à la fonction « ILA » est expliquée plus haut.

Recettes: taux de réalisation	Budget initial 2019	Budget modifié 2019	Compte 2019	% init	% mod
Administration générale	1.154.608	1.405.788	1.576.558	136,5%	112,1%
Patrimoine privé	75.500	76.225	76.191	100,9%	100,0%
Services généraux	426.416	426.620	430.900	101,1%	101,0%
Aide sociale	14.248.746	14.440.415	14.270.871	100,2%	98,8%
Maisons de repos	6.038.465	6.114.198	6.115.104	101,3%	100,0%
Centre de services communs	293.748	294.689	344.582	117,3%	116,9%
ILA	399.405	399.787	446.276	111,7%	111,6%
Aides familiales & seniors	1.059.256	1.076.927	1.105.447	104,4%	102,6%
Repas à domicile	79.152	85.599	88.241	111,5%	103,1%
ISP/ART.60	968.942	500.554	469.471	48,5%	93,8%
Médiation de dettes	150.879	258.826	258.693	171,5%	99,9%
Maisons cure/convalescence	58	0	0		
Logements personnes âgées	327.536	308.641	256.071	78,2%	83,0%
Autres (*)	14.110.774	14.135.761	13.945.949	98,8%	98,7%
Total recettes, Fl incl.	39.333.483	39.524.030	39.384.355	100,1%	99,6%

(\*) *recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98*

## 5. La trésorerie du CPAS

### 5.1. Degré de réalisation des engagements de dépenses en décaissements

Le tableau suivant illustre dans quelle mesure les engagements de dépenses ont donné lieu à un décaissement de la part du CPAS.

Le taux global de réalisation des dépenses à l’exercice propre est de 94,3%. Cela implique que 5,7% des dépenses engagées à l’exercice propre seront soldées dans le courant de l’exercice suivant.

La politique de paiement des factures à leur échéance a été poursuivie avec rigueur durant l’exercice 2019. Par ailleurs, le CPAS continue de bénéficier de 60 jours de délai de paiement sur les factures de Wolu-Facilities. Ce délai explique les taux de réalisation de ou inférieurs à 90% à la maison de repos et aux repas à domicile, où les factures de nettoyage et de livraison de repas sont les plus importantes. A l’ILA, les charges locatives et d’énergie se sont révélées nettement inférieures aux prévisions budgétaires.

Dép: engagements/paiements	Engagements '19	Paiements '19	%
Dépenses générales	17.877	15.248	85,3%
Administration générale incl. G98	4.056.298	3.852.526	95,0%
Patrimoine privé	7.790	6.667	85,6%
Services généraux	591.152	584.746	98,9%
Fonds d'énergie	23.269	23.269	100,0%
Avances	63.055	59.257	94,0%
Aide sociale	19.863.196	18.949.385	95,4%
Maisons de repos	8.342.594	7.540.713	90,4%
Centre de services communs	397.821	385.086	96,8%
ILA	441.279	346.184	78,5%
Aides familiales & seniors	1.555.234	1.546.534	99,4%
Repas à domicile	213.278	181.849	85,3%
Réinsertion professionnelle/ART 60	1.103.940	1.091.603	98,9%
Médiation de dettes	255.865	254.637	99,5%
Maisons cure/convalescence	50.584	47.446	93,8%
Logements personnes âgées	277.672	260.713	93,9%
Hôpital en liquidation	126.522	126.522	100,0%
Total dépenses, FI incl.	37.387.424	35.272.385	94,3%
Exercices clos	3.569.679	2.011.663	56,4%

La mise en perspective historique du taux de réalisation des dépenses engagées fait état d'une grande stabilité: en règle générale, 93 à 94% des dépenses engagées sont soldées dans le courant de l'exercice même.

## 5.2. Degré de réalisation des droits constatés nets en recouvrements

Le tableau illustrant le degré de recouvrement des droits à la recette présente une image assez similaire: 85,9% des recettes constatées sont effectivement recouvrées dans le courant de l'exercice.

A remarquer que le taux de recouvrement à l'exercice propre de +/- 80% est relativement normal, car il s'explique par les délais de remboursement ou de paiement de la part des différentes autorités et par les bénéficiaires des aides :

- la facturation par les institutions du mois de novembre n'est reçue par les clients que courant décembre et les paiements s'étalent sur plusieurs semaines. La facturation de décembre s'effectue, quant à elle, en début d'exercice suivant;
- les créances sur mutuelles, les avances sur prestations sociales, le remboursement du RIS par l'Etat,... n'interviennent que plusieurs semaines après la transmission d'états de recouvrement de la part du CPAS (ce qui, logiquement, donne lieu à un 'déficit' de recouvrement sur les créances de fin d'exercice).

Dans la pratique donc, et le constat vaut pour de nombreux champs d'activité, les dépenses interviennent bien avant le recouvrement des recettes.

A titre d'exemple : à l'ILA, le taux de perception du subside en 2019 n'est que de 71%, suite aux retards importants de FEDASIL dans le traitement des données en provenance des CPAS.

Rec: D.C.N. /recouvrements	Droits constatés '19	Recouvrements '19	%
Recettes générales	13.262.894	13.018.804	98,2%
FSAS	550.133	550.133	100,0%
Administration générale incl. G98	1.591.937	1.424.764	89,5%
Patrimoine privé	76.191	76.191	100,0%
Services généraux	430.900	429.345	99,6%
Fonds d'énergie	23.269	11.635	50,0%
Avances	63.055	36.762	58,3%
Aide sociale	14.270.871	10.944.272	76,7%
Maisons de repos	6.115.104	5.068.110	82,9%
Centre de services communs	344.582	246.662	71,6%
ILA	446.276	317.416	71,1%
Aides familiales & seniors	1.105.447	997.306	90,2%
Repas à domicile	88.241	67.157	76,1%
Réinsertion professionnelle/ART 60	469.471	298.286	63,5%
Médiation de dettes	258.693	178.028	68,8%
Maisons cure/convalescence	0	0	
Logements personnes âgées	256.071	133.769	52,2%
Hôpital en liquidation	31.219	31.219	100,0%
Total recettes, FI incl.	39.384.355	33.829.858	85,9%
Exercices clos	7.558.398	5.220.807	69,1%

La mise en perspective historique démontre la difficulté pour le CPAS de recouvrer certaines recettes, en particulier les droits constatés relatifs aux exercices clos et ce même si en 2019 l'on retrouve le niveau de recouvrement atteint en 2016/2017 (voir plus bas).

Pointons trois taux de recouvrement assez faibles:

- l'aide sociale : suite à l'épuisement prématûre de son budget 2019, l'Etat n'a plus payé son intervention dans le RIS/ERIS en décembre 2019. Par ailleurs, l'augmentation de l'octroi d'aides sociales remboursables conduit à la mise en place de plans de paiement qui s'étalent sur plusieurs années ;
- l'Antenne Andromède : le subside Protocole 3 ne sera versé intégralement qu'en 2020. Le taux de recouvrement de la facturation au sens strict est quant à lui proche de 90% ;
- Articles 60 : le taux de 63% découle de la mise à l'emploi plus importante dans le secteur privé et du délai entre la facturation du service et le paiement par les utilisateurs privés de leur quote-part. Par ailleurs, la perception des subsides IP est répartie sur plusieurs exercices.

Remarque sur le tableau plus bas: le taux de recouvrement de près de 71% enregistré sur 2016 sur les exercices clos est trompeur : il est lié à la restitution par l'ASBL Wolu-Social du fonds de roulement consenti en 1993 et par la mise en irrécouvrable de 495.722,91€ de créances historiques (venant ainsi diminuer le montant des droits constatés nets et, pour un volume identique de montants perçus, améliorer le ratio).

Recettes: droits constatés nets/recouvrements	C 16	C 17	C 18	C 19
Recettes générales	97,1%	98,4%	98,0%	98,2%
FSAS	75,5%	61,2%	67,8%	100,0%
Administration générale incl. G98	85,6%	66,1%	79,5%	89,5%
Patrimoine privé	100,0%	100,0%	99,8%	100,0%
Services généraux	99,5%	100,0%	99,0%	99,6%
Fonds d'énergie	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Avances	63,1%	71,8%	42,6%	58,3%
Aide sociale	77,5%	86,7%	75,7%	76,7%
Maisons de repos	80,2%	84,7%	83,4%	82,9%
Centre de services communs	66,2%	72,6%	72,5%	71,6%
ILA	75,8%	70,8%	68,0%	71,1%
Aides familiales & seniors	97,8%	92,8%	94,6%	90,2%
Repas à domicile	86,5%	83,7%	86,5%	76,1%
Réinsertion professionnelle/ART 60	56,9%	67,0%	81,6%	63,5%
Médiation de dettes	63,7%	90,3%	90,2%	68,8%
Maisons cure/convalescence	100,0%			
Logements personnes âgées	80,8%	68,4%	66,4%	52,2%
Total recettes, FI incl.	86,0%	88,9%	85,2%	85,9%
Exercices clos	70,7%	64,9%	57,7%	69,1%

(\*) *recettes et dépenses de la fonction 8729 Hôpital en liquidation non repris*

### 5.3. Etat de la trésorerie

En 2019, le CPAS n'a plus dû recourir aux avances de trésorerie dans le cadre de la gestion courante du centre.

Les taux de référence interbancaires négatifs tout au long de l'année 2019 ont déterminé les rendements offerts par les banques sur les placements de trésorerie : zéro.

Ceci a rendu superflu tout effort de placement diversifié de la trésorerie du CPAS.

## 6. Evolution des dépenses d'aide sociale

### 6.1. Evolution des dépenses brutes d'aide sociale

<i>Evolution de l'aide sociale (k€)</i>	<b>C 13</b>	<b>C 14</b>	<b>C 15</b>	<b>C 16</b>	<b>C 17</b>	<b>C 18</b>	<b>C 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>
<b>Dépenses BRUTES</b>									
RIS 65% (70% dès 2018)	<b>4.109</b>	<b>4.653</b>	<b>5.064</b>	<b>6.223</b>	<b>7.944</b>	<b>8.612</b>	<b>9.138</b>	<b>14%</b>	<b>6%</b>
ERIS	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221		
Aide sociale en cash	175	146	121	137	183	299	247	6%	-17%
Aide sociale en nature	63	49	54	66	66	99	115	11%	16%
Assurance santé	24	49	25	12	9	14	19	-4%	37%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	-3%	20%
Frais de transport	5	6	4	7	25	36	43	45%	20%
Frais funéraires	18	12	15	11	7	15	7	-14%	-53%
Garanties locatives	60	73	72	91	23	22	28	-12%	28%
Hébergement PA - HSL	85	76	93	105	153	332	392	29%	18%
Hébergement PA - PI.Ext.	610	762	725	890	810	953	957	8%	0%
Hospitalisation	93	76	44	65	74	79	93	0%	18%
Loyers	47	43	41	45	43	45	43	-1%	-3%
Services domicile	6	12	8	8	4	9	8	6%	-9%
Soins/médicaments	224	243	180	237	351	373	487	14%	30%
Maisons d'accueil	34	34	37	14	12	14	14	-13%	2%
<b>Sous-total</b>	<b>1.526</b>	<b>1.621</b>	<b>1.446</b>	<b>1.708</b>	<b>1.780</b>	<b>2.348</b>	<b>2.523</b>	<b>9%</b>	<b>7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7.239</b>	<b>8.059</b>	<b>7.779</b>	<b>9.117</b>	<b>10.961</b>	<b>12.211</b>	<b>12.882</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>

Le tableau repris ci-dessus illustre le flux de dépenses brutes, c.à.d. sans tenir compte des remboursements par l'Etat (RIS), les usagers et/ou les débiteurs d'aliments.

Le tableau permet ainsi de mesurer le volume d'activité sociale du CPAS au travers des flux financiers, ainsi que l'ampleur des besoins de la population servie par le CPAS.

**Les constats exprimés au point 1 de cette note se confirment : au cours des 7 dernières années, les dépenses de RIS ont augmenté au rythme de 14% par an en moyenne (ERIS exclu). L'aide sociale sur fonds propres, quant à elle, augmente de 9% par an en moyenne sur cette même période.**

Clairement, différents types d'aide sociale –en plus du RIS- enregistrent un volume et/ou une croissance marquées ces dernières années. Elles sont toutes liées à des **besoins de base** des usagers :

- le minimum (financier) vital : RIS- aide sociale en cash et en nature (paiements de fournisseurs) ;
- la prise en charge de personnes âgées disposant de revenus insuffisants pour assurer seules le paiement de leur facture d'hébergement ;
- les soins (hospitalisation, frais pharmaceutiques).

Notons les évolutions particulières sur 2019 : une croissance des dépenses de RIS encore fort élevée (+ 6%) mais moins marquée que par le passé. L'aide sociale augmente sensiblement sur les composantes les plus importantes (en volume), à l'exception de l'aide financière/en nature (au total pour les deux types d'intervention : -9%).

L'intervention du CPAS dans les frais de soins, quant à elle, augmente considérablement, tant au niveau des frais d'hospitalisation (+ 18%) qu'en termes de soins et de médicaments (+ 30%). Notez que les frais médicaux des personnes âgées hébergées dans une maison de repos extérieure sont dorénavant comptabilisés sur l'article budgétaire correspondant. Ceci explique l'apparente stabilité des dépenses relatives aux placements extérieurs et la forte croissance des frais médicaux.

## 6.2. Evolution des charges nettes d'aide sociale

Le tableau suivant exprime le coût net de différentes interventions sociales (dépenses d'aide – remboursements). Il s'agit évidemment du ‘coût net’ direct, sans tenir compte des frais dérivés tels les charges de personnel social et administratif, les frais de courrier, d'IT,...

<i>Evolution de l'aide sociale (k€)</i>	<b>C 13</b>	<b>C 14</b>	<b>C 15</b>	<b>C 16</b>	<b>C 17</b>	<b>C 18</b>	<b>C 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>
<i>Dépenses - récup usagers</i>									
<b>RIS toutes catégories</b>	<b>1.991</b>	<b>1.844</b>	<b>2.092</b>	<b>2.498</b>	<b>2.780</b>	<b>2.584</b>	<b>2.741</b>	<b>5%</b>	<b>6%</b>
Aide sociale en cash	83	71	52	68	126	206	192	15%	-7%
Aide sociale en nature	53	40	29	35	53	87	101	11%	16%
Assurance santé	24	48	21	9	8	13	19	-4%	40%
Frais de transport	5	4	3	6	23	27	30	37%	11%
Frais funéraires	18	12	15	11	6	15	6	-17%	-60%
Hébergement PA - HSL	54	63	50	61	86	35	30	-9%	-13%
Hébergement PA - Pl.Ext.	352	429	220	258	7	-15	121	-16%	-885%
Hospitalisation	52	63	41	52	67	71	88	9%	24%
Loyers	41	29	21	23	27	33	14	-16%	-59%
Services domicile	6	12	8	5	3	9	8	6%	-8%
Soins/médicaments	164	177	157	125	251	291	392	16%	34%
Maisons d'accueil	34	26	32	13	12	14	14	-13%	1%
Sous-total	884	973	649	667	667	787	1.015	2%	29%
<b>Sous-total hors maisons de repos</b>	<b>478</b>	<b>482</b>	<b>378</b>	<b>347</b>	<b>574</b>	<b>768</b>	<b>865</b>	<b>10%</b>	<b>13%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2.875</b>	<b>2.817</b>	<b>2.741</b>	<b>3.165</b>	<b>3.448</b>	<b>3.371</b>	<b>3.757</b>	<b>5%</b>	<b>11%</b>
<b>TOTAL excl maisons de repos</b>	<b>2.470</b>	<b>2.326</b>	<b>2.470</b>	<b>2.845</b>	<b>3.355</b>	<b>3.352</b>	<b>3.606</b>	<b>7%</b>	<b>8%</b>

Remarque : en 2017 et 2018, nous avons récupéré d'importants montants de pension dus par les personnes âgées en placement extérieur (ainsi que, en 2018, par des résidents du Home Saint-Lambert). A l'époque, ces montants n'avaient pas tous été enregistrés dans la comptabilité. La régularisation influence le coût net calculé de 2017 et 2018, ainsi que les facteurs d'évolution. C'est pourquoi nous reprenons une deuxième ligne totalisatrice qui fait exception de ce phénomène.

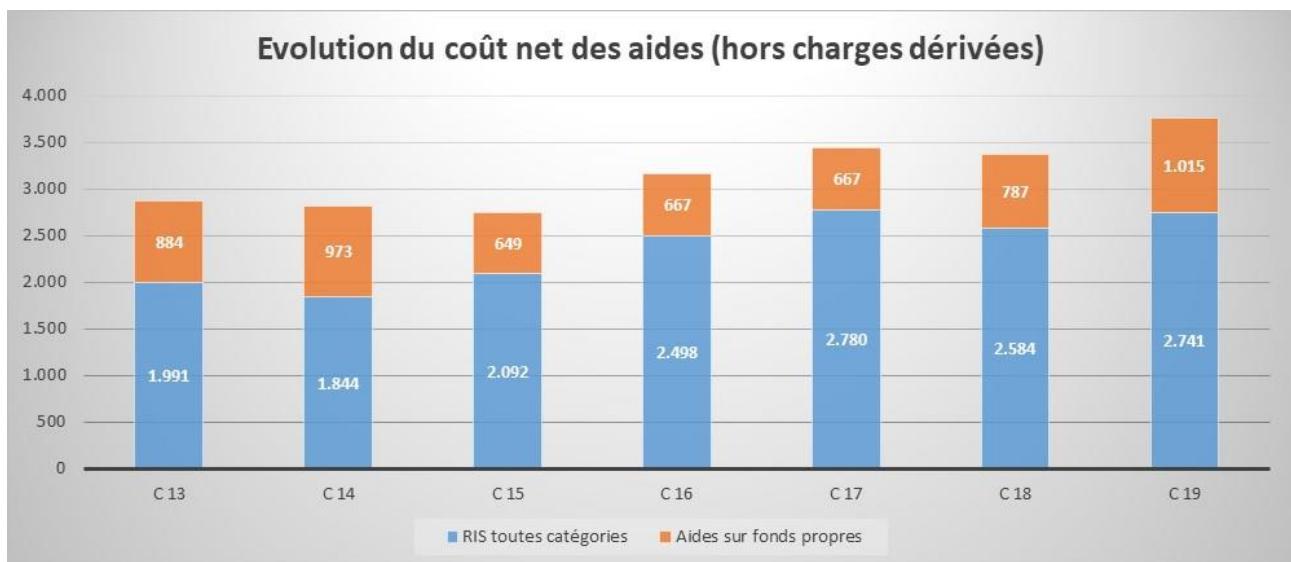
Les aides sociales en paiement de factures d'énergie sont intégralement répercutées sur les subsides correspondants, sur décision du Conseil de l'Action Sociale de 2017. Les dépenses sont ainsi intégralement neutralisées dans le compte.

Les mouvements relatifs à l'ERIS ne sont pas repris dans le tableau ; ceux-ci sont remboursés à 100% par l'Etat.

Globalement :

- le coût net du **RIS**, une dépense sur laquelle le Centre n'a aucune prise ou influence et qui n'est que partiellement couverte par les remboursements du SPP-IS, s'élève à 2,74 millions € en 2019, un montant équivalent à **22% de la dotation communale**. Toujours sans tenir compte des coûts indirects liés à la gestion de ces dossiers ;
- **Le coût net du RIS** régresse en 2018 en raison de la majoration du taux d'intervention de l'Etat (de 65% à 70%) et du subventionnement des PIIS associés à la majorité des dossiers d'octroi du RIS...mais **augmente à nouveau en 2019** pour atteindre le niveau de coût net d'avant la majoration du financement par l'Etat;
- Le coût net de l'aide sociale sur **fonds propres** (hors frais d'hébergement des personnes âgées) augmente considérablement en 2019 (+ 13%), témoin des besoins croissants de la population aidée, particulièrement en termes de soins au sens large.

Le graphique suivant illustre l'évolution du coût net des aides (RIS et aides sur fonds propres) sur les 7 derniers exercices. Clairement, la croissance de la charge budgétaire de la politique sociale est majoritairement portée par l'augmentation du revenu d'intégration sociale.



## **7. Conclusion générale**

Le boni comptable de 84.927,04€ enregistré au compte 2019 mérite d'être clairement cadré.

Il s'inscrit dans le cadre d'une nette augmentation des besoins de la population, d'une croissance du coût du RIS supporté par le budget du CPAS et d'une dotation communale qui n'augmente que faiblement (+ 1,9% par rapport à 2018 et + 1,4% par an en moyenne depuis 2016).

L'écart défavorable entre la croissance des recettes et celle des dépenses se creuse et s'élève à 1% en 2019 (hors dotation communale).

Outre les dépenses de redistribution (RIS et aide sociale) qui poursuivent une tendance croissante marquée initiée il y a plusieurs années déjà, les charges de personnel augmentent considérablement en 2019 (+5,6%). L'augmentation des charges de fonctionnement, quant à elle, est maîtrisée. En recettes, les nouvelles sources de revenus (tarifications à la maison de repos, indexation des prix) et la croissance des subsides compensent insuffisamment l'augmentation des dépenses.

Le budget modifié est exécuté à +/- 100% tant en recettes qu'en dépenses.

Le résultat réalisé intègre néanmoins des recettes susceptibles de devoir être remboursées (paiements suspendus, subside PIIS). Ces remboursements n'ont pas été provisionnés en 2019, contrairement aux exercices précédents.

La **tendance de fond** que l'on peut discerner au travers des chiffres relatifs à l'aide sociale depuis plusieurs années, illustre le contexte social tendu auquel le CPAS est appelé à répondre. La croissance marquée du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration –une dépense incompressible dont 30% est portée à charge de la dotation communale- en est un témoin impossible à ignorer. Cet impact est renforcé par la croissance marquée du coût net de l'aide sociale sur fonds propres.

Rien ne permet d'envisager une amélioration, voire une stabilisation de la situation à moyenne échéance.



# **Rekening 2018**

## **Analyseverslag**

Verslag opgesteld in toepassing van artikel 89 van de Organieke Wet van 08.07.1976

Thibaut Stevens  
Financieel Directeur  
23 juni 2020.

## 1. Context en algemene tendensen

Het dienstjaar 2019 van het OCMW wordt gekenmerkt door een nieuwe intensificering van de sociale problematiek.

Het OCMW blijft geconfronteerd met een sterke stijging van het publiek dat een beroep doet op zijn dienstverlening.

In de feiten stijgt het aantal begunstigden van het **leefloon** gevoelig :+ 4,3%.

Aard van de bijstand/jaar	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Maatschappelijke integratie	995	1030	1060	1212	1316	1466	1546	1618	1688
Equivalent maatsch. Integratie	206	227	206	196	184	148	148	156	136
OVERLAPPING RMI EQ-MI	6	4	12	8	16	17	18	21	11
Andere sociale bijstand	449	468	483	572	584	885	783	856	957
LOI	37	41	37	39	46	88	170	156	88
<b>Totalen</b>	<b>1.650</b>	<b>1.725</b>	<b>1.749</b>	<b>1.980</b>	<b>2.084</b>	<b>2.499</b>	<b>2.477</b>	<b>2.630</b>	<b>2.781</b>
Evolutie	7%	5%	1%	13%	5%	8%	-1%	6%	6%

Bron : Dynamische kruistabel, gegevens NHSocial (2010-2016) en E.O.S. (2017-19)

Deze tabel meet de evolutie van het aantal personen dat minstens één keer in de loop van het jaar genoten heeft van ofwel het leefloon, ofwel een equivalente sociale hulp, ofwel enkel -en uitsluiting gemaakt van de twee hoger vermelde types bijstand- van een andere sociale hulp (medische kosten, betaling van facturen,...)

Het publiek dat aanspraak maakt op een **equivalent leefloon** daalt lichtjes.

Wat de **sociale bijstand** betreft is de ogenschijnlijke daling van het aantal gesteunde personen toe te schrijven aan de verandering van de gegevensbron<sup>2</sup>. In 2018 stijgt het aantal gesteunde personen met 9,3% ten opzichte van 2017, wat getuigt van de intensificatie van een sociale problematiek die de zuivere behoefte aan het leefloon overstijgt. De sterke stijging van het aantal dossiers in 2019 (+ 11,8%) is hiervan een bijkomend bewijs.

Hoofdstuk 6 van dit verslag gaat in op de financiële repercussies van deze fenomenen.

Het publiek dat in het LOI wordt geherbergd daalt merkelijk in 2019, als gevolg van de sluiting in de loop van 2018 van de extra plaatsen die in 2016 werden gecreëerd in het kader van de wijziging van de federale asielpolitiek.

## 2. Samenvatting van de rekening

De rekening 2019 van het OCMW wordt afgesloten met een **globaal tekort van 43.479,50€**.

Het gaat om een globaal resultaat waarin zowel de verrichtingen van het eigen dienstjaar 2019 als deze betreffende de vorige dienstjaren opgenomen zijn.

<sup>2</sup> Zie mijn verslag bij de rekening 2017 voor verdere toelichting.

Dit resultaat wordt als volgt opgesplitst:

- het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2019 (vastgestelde rechten 2019 – vastleggingen 2019): + 259.014,38 €
- het gecumuleerd boekhoudkundig saldo van de vorige dienstjaren tot 2019: + 70.699,12€
- het saldo van de verrichtingen betreffende de vorige dienstjaren (verzaakte kredieten – oninbare ontvangsten): -244.786,46€
- de toeage aan het fonds voor onzekere vorderingen: 128.406,54.

De analyse op de volgende bladzijden geeft een toelichting over de financiële evoluties die kenmerkend waren voor het dienstjaar 2019.

Wij vestigen uw aandacht op het feit dat het begrip "resultaat" zoals het hierboven gebruikt werd betrekking heeft op het globale resultaat van het OCMW. Dat geeft aanleiding tot een begrotingscorrectief en automatisch ook tot een (opwaartse of neerwaartse) aanpassing van de gemeentetoelage voor het overeenstemmende bedrag.

Dit resultaat dekt in werkelijkheid twee begrippen:

- een boekhoudkundig resultaat, dat onder andere voortvloeit uit het verschil tussen de uitbetaalde steun en het percentage tussenkomst van de Staat in de financiering van die steun (tussen 70% en 100%, naargelang van het geval);
- een thesaurieresultaat, onder andere via het aanleggen van een fonds voor onzekere vorderingen (of een terugneming op dit fonds). Deze verrichting wordt bij het resultaat van de rekening geteld en verhoogt (resp. vermindert) dus de gemeentetoelage zonder dat de onderliggende vorderingen echter uitdoven.

Het begrip "resultaat" dat gebruikt wordt in de analyse op de volgende bladzijden heeft betrekking op het resultaat van het OCMW **met uitsluiting van de evolutie van het fonds voor onzekere vorderingen**.

Een opmerking met betrekking tot de weergegeven tabellen: de rood weergegeven kolommen met "%" hebben betrekking op een gemiddelde jaarlijkse groei over de periode 2016/2019. De kolommen "% 18-19" geven de verhoudingsgewijze toename van het betrokken bedrag weer tussen de rekeningen 2018 en 2019.

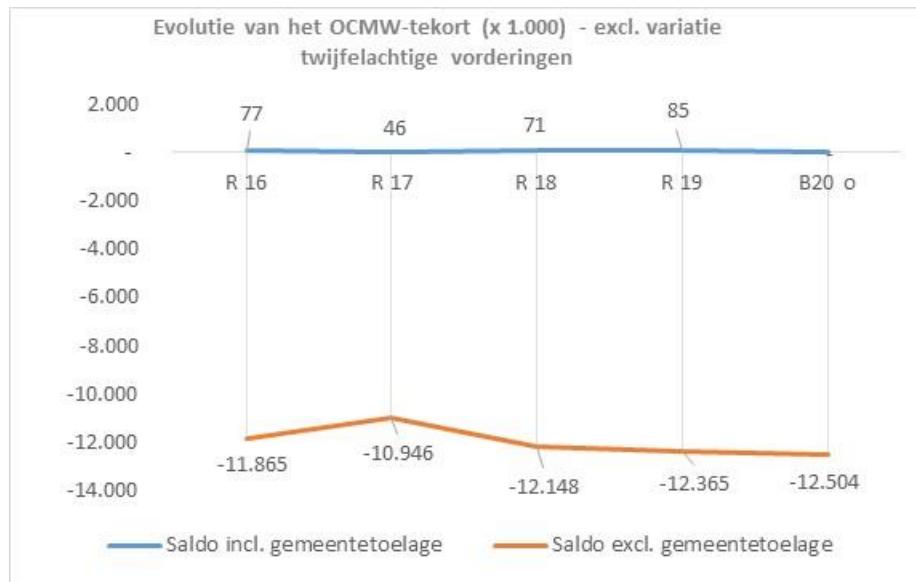
### **3. *Algemene synthese***

#### **3.1. Evolutie van het resultaat van het OCMW**

Het overschot op de rekening bedraagt 84.927,04€. Het gaat om het zesde opeenvolgende begrotingsoverschot na het zware tekort van 2013.

Als men de **gemeentetoelage uitsluit**, stijgt het tekort van het OCMW ten opzichte van 2018: het stijgt van 12,15 miljoen € naar 12,36 miljoen €. De impact van het gunstige resultaat van de rekening 2018 (resultaat van +35.136,23 € in 2018), zowel op de gemeentetoelage als op het overgedragen resultaat dat in de rekening 2019 van het OCMW wordt opgenomen, wordt meer dan gecompenseerd door de aanhoudende stijging van de kosten van de sociale bijstand en van de personeelskosten die zich sedert 2016 manifesteren. Dit fenomeen heeft in de loop van 2019

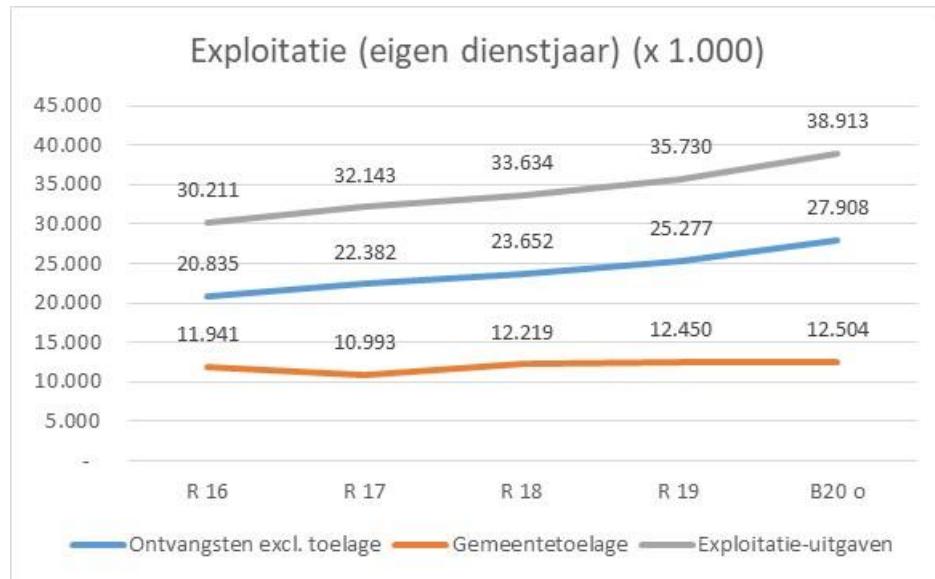
geleid tot een begrotingswijziging, die een toename van de gemeentetoelage met 68.898,50€ noodzakelijk heeft gemaakt.



	<b>R 16</b>	<b>R 17</b>	<b>R 18</b>	<b>R 19</b>	<b>B20 o</b>
Exploitatie	-10.842	-9.759	-10.428	-10.182	-10.763
Investering	-1.023	-1.233	-1.721	-2.184	-1.741
Saldo	-11.865	-10.993	-12.148	-12.365	-12.504

### 3.2. Evolutie van de exploitatiebegroting

**De afwijking tussen de exploitatieontvangsten en -uitgaven stijgt sedert 2016.** Zonder de gemeentetoelage bedroeg dit verschil 9.376 miljoen € op de rekening 2016 om toe te nemen tot 10.453 miljoen € op de rekening 2019.



	<b>R 16</b>	<b>R 17</b>	<b>R 18</b>	<b>R 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>	<b>B20 o</b>
Verschil exploitatie- O/U	2.566	1.231	2.237	1.997	-8,0%	-10,7%	1.499
Verschil excl. gem.toelage	-9.376	-9.761	-9.982	-10.453	3,7%	4,7%	-11.005

### 3.3. Evolutie van de exploitatieontvangsten (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R 16	R 17	R 18	R 19	%	% 18-19	B 20 o
Prestaties	3.502	3.556	3.373	3.668	1,6%	8,8%	5.043
Gemeentetoelage	11.941	10.993	12.219	12.450	1,4%	1,9%	12.504
BFMW	457	466	506	550	6,4%	8,6%	558
Andere overdrachten	16.797	18.284	19.695	20.981	7,7%	6,5%	22.228
Financiële opbrengsten	80	75	77	77	-0,9%	0,3%	78
Totaal	32.776	33.374	35.871	37.727	4,8%	5,2%	40.412
Totaal excl. toelage	20.835	22.382	23.652	25.277	6,7%	6,9%	27.908

Exclusief de gemeentetoelage, stijgen de ontvangsten met 6,9% ten opzichte van de rekening 2018. Het grootste deel van deze groei is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de stijging van de ‘andere overdrachten’, waaronder de tussenkomst van de Staat in de betaling van het leefloon, die weliswaar tot 70% werd opgekrikkt sedert 2018 en aangevuld werd met een “GPMI”-toelage sinds eind 2016, maar nog steeds een fractie bedraagt van de stijging van deze uitgaven. Het saldo is rechtstreeks ten koste van het OCMW.

De groei van de prestatieontvangsten wordt hoofdzakelijk ingegeven door de stijging van de ontvangsten van het rusthuis (+ 160.000€) en van deze met betrekking tot de inschakelingsjobs (+ 51.000€).

Ons aandeel in het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn (BFMW) stijgt als gevolg van de hervorming van dit financieringsmechanisme in 2017 en de herfinanciering van het fonds die ermee gepaard ging.

De stijging van de gemeentetoelage moet genuanceerd worden: het lage bedrag van 2017 wordt verklaard door de integratie van het gunstige resultaat van de rekening 2016 in de begroting 2017: deze gaf aanleiding tot een daling van de gemeentetoelage met 887.736,23€. De toelage bereikt een realistisch niveau in 2018 en stijgt slechts matig in 2019 (+ 1,9%).

### 3.4. Evolutie van de exploitatie-uitgaven (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R 16	R 17	R 18	R 19	%	% 18-19	B 20 o
Personnel	11.716	12.022	12.339	13.033	3,6%	5,6%	14.502
Werking	4.594	4.898	5.104	5.271	4,7%	3,3%	6.058
Herverdeling	13.473	14.771	15.755	16.959	8,0%	7,6%	18.195
Financiële kosten	427	452	436	467	3,0%	7,0%	158
Totaal	30.211	32.143	33.634	35.730	5,8%	6,2%	38.913

De personeelskosten stijgen gevoelig in 2019 (+5,6%) als gevolg van enkele kostelijke ontslagen, de loonindexatie van eind 2018 en van de versterking van de administratie en van de sociale dienst door middel van nieuwe aanwervingen.

De groei van de werkingskosten wordt afgeremd (+3,3% tegenover + 4,7% gemiddeld) voornamelijk dankzij de beheersing van de onrechtstreekse kosten via Wolu-Facilities, de informaticakosten en het beroep op interim-personeel door het rusthuis.

In 2018 vertegenwoordigen de herverdelingskosten 47% van de exploitatie-uitgaven van het OCMW tegenover 41% voorheen. Zij nemen sterk toe als gevolg van de sterkere toevlucht van de bevolking tot het leefloon en sociale bijstand (zie ook verder in dit verslag).

Noteer de lichte stijging van de financiële lasten:+ 7% in percenten maar + 34.000€ in absolute waarde.

### 3.5. Netto-uitgaven per functie

Het verschil tussen de exploitatie-uitgaven en -ontvangsten, per begrotingsfunctie, geeft een overzicht van het ‘netto te financieren saldo’ (via de gemeentetoelage) per dienstverleningsdomein van het OCMW.

	R 16	R 17	R 18	R 19	%	% 18-19	B 20 o
Algemene administratie	1.930	2.237	2.619	2.464	8,5%	-5,9%	2.873
Privaat patrimonium	9	14	-69	-68	-298,1%	-0,7%	-55
Algemene diensten	98	100	72	160	18,0%	121,1%	118
Sociale bijstand	4.118	4.462	4.479	5.592	10,7%	24,8%	5.880
Rusthuizen	2.192	2.740	2.348	2.227	0,5%	-5,1%	2.632
Dienstencentra	145	72	115	53	-28,4%	-53,8%	114
LOI	168	29	-26	-5	-131,0%	-80,8%	56
Gezins- en bejaardenhulp	400	642	589	450	4,0%	-23,6%	541
Thuisbezorgde maaltijden	145	117	138	125	-4,8%	-9,6%	149
Beroepsinschakeling/ART.60	700	431	469	634	-3,2%	35,2%	249
Schuldbemiddeling	60	43	43	-3	-136,1%	-106,6%	41
Kuurinrichtingen	83	74	55	51	-15,1%	-8,8%	78
Woningen voor bejaarden	0	28	7	22	396,2%	203,1%	15
Ziekenhuis in vereffening	-28	-155	53	95	-250,8%	79,7%	-132

(\*) algemene uitgaven en ontvangsten, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden niet opgenomen in de tabel

Bij deze tabel horen verschillende bemerkingen:

- De daling van de netto kost van de functie **algemeen bestuur** is van zuiver technische orde en houdt verband met wijzigingen in interne facturatie. Als we abstractie maken van dit fenomeen, stellen we vast dat de netto kost van de administratie 3.138.000€ bedraagt in 2019 (+ 19,8%) en stijgt als gevolg van de toename van de personeelskost en van de financiële lasten.
- Het **privaat patrimonium** wordt in 2018 reeds ‘winstgevend’ als gevolg van de ‘herclassering’ van de ZGR-consolidatielening onder de begrotingsfunctie ‘ziekenhuis in vereffening’.
- het tekort van de functie **‘rusthuizen’** wordt sterk teruggedrongen (-5%) als gevolg van de toename van de ontvangsten (facturatie van de diensten van de wasserij, bijvoorbeeld) in combinatie met de beheersing van de werkingskosten en met de verdere optimalisering van de RIZIV-subsidie.

- de sterke stijging van de nettokost van de functie “**sociale bijstand**” vloeit hoofdzakelijk voort uit de sterke groei van het aantal begünstigden van het leefloon en van sociale hulp, versterkt door de toename van de beheerskosten die deze aanvragen genereren en de versterking van de personeelsbezetting;
- de nettokost van het **LOI** wordt in 2018 opnieuw negatief: we hebben in 2018 en 2019 bijkomende financieringen opgetekend met betrekking tot de vorige dienstjaren (een gevolg van de laattijdige verwerking van de subsidies door FEDASIL). Het ‘overschot’ van de functie verhult trouwens onrechtstreekse kosten, die elders in de rekening voorkomen (sociale dienst, Financiën en Ontvangerij).
- de dienst **SPI** (inclusief de personeelskosten Art. 60) tekent een sterk toenemend tekort op dat verbonden is, enerzijds met de correcte boeking van de sociale lasten en anderzijds met het feit dat sedert 2018 meer personen werden tewerkgesteld onder dit specifieke arbeidsregime. De tarificatie aan de privégebruikers dekt slechts een deel van de kosten die het OCMW draagt.
- de **schuldbemiddeling** tekent een netto ‘overschot’ op dankzij de sterke subsidiëring van deze dienst.
- het tekort van **de Heuvel** wordt in 2019 teruggedrongen dankzij een herstel van de bezettingsgraad van deze dienst en nog meer door een sterke stijging van de RIZIV-toelage..
- **Andromeda** is in 2019 sterker deficitair omwille van de langdurige sluiting van één van de appartementen voor renovatiedoelen (inkomstenverlies).
- noteer tenslotte dat de netto kosten van **het Veer** (kuuroorden) voor het ogenblik exclusief verbonden zijn met de ontwikkeling van een project om een nieuw centrum voor kortverblijf op te richten.

### 3.6. De wijziging van het fonds voor onzekere vorderingen

De OCMW's zijn wettelijk verplicht een fonds voor onzekere vorderingen aan te leggen. Inderdaad, in de loop der jaren - of naargelang van de aard van de betreffende vorderingen - wordt de inning van bepaalde vorderingen heel onzeker. De aanleg van een ad hoc voorziening verhoogt de gemeentetoelage en dient beschouwd te worden als een thesaurievoorschot van de gemeente die zo het OCMW de mogelijkheid geeft een correcte werking te verzekeren, in afwachting van de inning van de vordering. Wanneer een dergelijke vordering dan geïnd wordt, zal de op voorhand aangelegde voorziening verminderen en zo de gemeentetoelage verminderen.

Het fonds voor onzekere vorderingen bedraagt in totaal 1.532.867,65€ en is als volgt samengesteld:

- 712.999,72€ betreft de vorderingen van meer dan vijf jaar waarvoor een voorziening van 100% moet worden aangelegd;
- 86.947,41€ betreft het saldo van de vorderingen die gespreid terugbetaald worden en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden aangelegd;
- 258,39€ betreft het saldo van de vorderingen op ondernemingen in faling en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden aangelegd;
- 26.110,86€ betreft de vorderingen tot terugbetaling van de voorschotten die meer dan 3 jaar oud zijn en die voor 100% geprovisioneerd moeten worden;
- 706.551,27€ betreft het aandeel van 10% van de vorderingen van minder dan 5 jaar.

Bij het afsluiten van de rekening 2018 werd al een voorziening van 1.404.461,11€ aangelegd. Er moet dus een **bijkomende provisie worden aangelegd van 128.406,54 €** voor 2019, in te schrijven in de begroting 2020.

### 3.7. De investeringen en de financiering van de investeringen

In 2019 bedragen de zuivere investeringsuitgaven 712.027,11 €. Deze worden gefinancierd door middel van leningen en door overboekingen. De voornaamste investeringen hebben betrekking op de renovatiewerken van het gebouw Gulledele 98 en de transformatie van het gebouw op de Roodebeeksesteenweg in kantoren en woningen.

### 3.8. De schuld

De langetermijnschuld van het OCMW is in 2019 gedaald (-5,73%) en dit voor het derde opeenvolgende jaar: het bedrag aan schuldaflossingen is groter dan het bedrag aan nieuw aangegane leningen.

De aflossing van de leningen en de intrestlasten stijgen lichtjes; de leningomloop daalt en het OCMW blijft genieten van de gunstige rente-evolutie en van de afwezigheid van toevlucht tot thesaurievoorschotten. Daarentegen, de gestructureerde lening met betrekking tot de absorptie van het liquidatiesaldo van het ZGR, die weinig gekost heeft sedert 2014, genereert voortaan hogere lasten in overeenstemming met de progressiviteit van het aflossingsplan.

De gemiddelde kost van de schuld blijft stabiel en bedraagt 2,38%.

	R 16	R 17	R 18	R 19	%	% 18-19
Langetermijnschuld ten laste van het OCMW	22.221.286,43	21.026.179,61	20.252.508,08	19.092.415,48	-4,93%	-5,73%
Investerisschuld op K.T. t.l.v. van het OCMW						
Periodieke terugbetaling van de leningen	297.287,65	481.967,08	473.381,25	542.684,32	22,21%	14,64%
Vervroegde terugbetaling van leningen	0,00	0,00	0,00	0,00		
Aflossingen van leningen						
die in volgend dienstjaar vervallen	912.716,22	1.531.618,23	1.641.227,74	1.663.082,51	22,14%	1,33%
Interesten van leningen	140.414,60	160.531,45	142.384,88	140.723,14	0,07%	-1,17%
Totale schuld van het OCMW per 31.12	22.518.574,08	21.508.146,69	20.725.889,33	19.635.099,80	-4,46%	-5,26%
Betaalde financiële lasten	430.724,35	452.143,41	436.450,22	466.971,80	2,73%	6,99%
Gemiddelde kost van de schuld	1,91%	2,10%	2,11%	2,38%		

### 3.9. De aanleg van voorzieningen voor risico's en kosten

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar (een overschat van 84.927,04€ vóór wijziging van het fonds voor onzekere vorderingen) omsluit overboekingsverrichtingen, namelijk het gebruik van een deel van het legaat De Ryck, ter financiering van de werken op de Roodebeeksesteenweg.

**In 2019 werd geen enkele provisie voor risico's en kosten aangelegd.**

In het recente verleden legde het OCMW jaarlijks een provisie aan, ten koste van het overschot van de rekening.

De voorziening is bestemd om het effect op te vangen van toekomstige regularisaties door de POD Maatschappelijke Integratie. De migratie van sociale en boekhoudsoftware heeft inderdaad toegelaten om een aanzienlijk historisch bedrag te identificeren aan ‘opgeschorste’ leefloon/Equivalent leefloonbetalingen (opschortingen in de afwachting van het aanbrengen van bewijsstukken door de cliënten en opschortingen van ingetrokken steun die nog door het BCSD moeten bekraftigd worden). Door de geautomatiseerde werking van de software werden deze niet-uitgevoerde betaalverrichtingen aan de POD medegedeeld als zijnde betaald. Ingeval van een controle door de POD kunnen deze teruggevorderd worden, met toepassing van een penalisatiecoëfficiënt.

Eenzelfde risico doet zich voor met betrekking tot de afgesloten (en door de Staat gefinancierde) GPMI maar die niet worden opgevolgd zoals de regelgeving voorschrijft.

In de mate dat de praktijk van de ‘opgeschorste’ betalingen ook in 2019 werd verdergezet en dat de voorwaarden nog niet herenigd zijn om de GPMI-subsidie als volledig verworven te beschouwen, beschikt het OCMW dus niet over de nodige ‘financiële buffer’ om **de budgettaire neutraliteit te verzekeren van de terugbetalingen -en bijgevolg ook hun neutraliteit op de gemeentetoelage**, wanneer de Staat zal oproepen om de onterecht ontvangen bedragen voor 2019 te regulariseren.

#### **4. Vergelijking begroting / rekening**

Het is interessant de realisatiegraad van de (oorspronkelijke, resp. gewijzigde) begroting te bepalen, in het bijzonder in een context waar de uitgaven inzake sociale bijstand afhangen van niet-beheersbare gebeurtenissen die zich in de loop van het dienstjaar voordoen.

Onderstaande tabellen illustreren hoe moeilijk het is voor het OCMW om met voldoende nauwkeurigheid, bij het begin van het dienstjaar, in te schatten wat de grootte van de te verwachte uitgaven zal zijn - in het bijzonder op het vlak van de functies inzake maatschappelijke bijstand en diensten aan de bevolking.

Uitgaven: realisatiegraad	Oorspr. begr. 2019	Gew. begr. 2019	Rekening 2019	% oorspr	% gewijz
Algemene administratie	3.821.759	3.865.584	3.730.884	97,6%	96,5%
Privaat patrimonium	503	9.858	7.790	1547,2%	79,0%
Algemene diensten	633.354	599.116	591.152	93,3%	98,7%
Sociale bijstand	19.663.663	19.799.467	19.863.196	101,0%	100,3%
Rusthuizen	8.280.080	8.477.121	8.342.594	100,8%	98,4%
Dienstencentra	397.886	408.825	397.821	100,0%	97,3%
LOI	425.394	445.956	441.279	103,7%	99,0%
Gezins- en bejaardenhulp	1.706.223	1.631.892	1.555.234	91,2%	95,3%
Thuisbezorgde maaltijden	205.349	217.913	213.278	103,9%	97,9%
Beroepsinschakeling/ART.60	1.291.199	1.205.225	1.103.940	85,5%	91,6%
Schuldbemiddeling	292.056	278.822	255.865	87,6%	91,8%
Kuurinrichtingen	62.564	72.193	50.584	80,9%	70,1%
Woningen voor bejaarden	339.401	327.432	277.672	81,8%	84,8%
Andere (*)	669.565	878.696	556.128	83,1%	63,3%
Totale uitgaven incl. I.F.	37.788.996	38.218.099	37.387.415	98,9%	97,8%

(\*) algemene uitgaven en ontvangst, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

Voor de grote meerderheid van de functies werd de **uitgaven**begroting voor 90% of meer uitgevoerd.

Merk op, in de rubriek “Andere” (63%) dat er door de steuntrekkers veel minder dan voorzien een beroep werd gedaan op het mechanisme van de voorschotten.

Ontvangsten: realisatiegraad	Oorspr. begr. 2019	Gew. begr. 2019	Rekening 2019	% oorspr	% gewijz
Algemene administratie	1.154.608	1.405.788	1.576.558	136,5%	112,1%
Privaat patrimonium	75.500	76.225	76.191	100,9%	100,0%
Algemene diensten	426.416	426.620	430.900	101,1%	101,0%
Sociale bijstand	14.248.746	14.440.415	14.270.871	100,2%	98,8%
Rusthuizen	6.038.465	6.114.198	6.115.104	101,3%	100,0%
Dienstencentra	293.748	294.689	344.582	117,3%	116,9%
LOI	399.405	399.787	446.276	111,7%	111,6%
Gezins- en bejaardenhulp	1.059.256	1.076.927	1.105.447	104,4%	102,6%
Thuisbezorgde maaltijden	79.152	85.599	88.241	111,5%	103,1%
Beroepsinschakeling/ART.60	968.942	500.554	469.471	48,5%	93,8%
Schuldbemiddeling	150.879	258.826	258.693	171,5%	99,9%
Kuurinrichtingen	58	0	0	0,0%	0,0%
Woningen voor bejaarden	327.536	308.641	256.071	78,2%	83,0%
Andere (*)	14.110.774	14.135.761	13.945.949	98,8%	98,7%
Totale uitgaven incl. I.F.	39.333.483	39.524.030	39.384.355	100,1%	99,6%

(\*) algemene uitgaven en ontvangst, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

Globaal bedraagt de realisatiegraad van de gewijzigde **ontvangsten**begroting bijna 100%.

De hoger dan voorziene ontvangst op de functie ‘dienstencentra’ (De Heuvel) zijn het gevolg van een RIZIV-betolering die hoger uitvalt dan voorzien.

De realisatiegraad van 111% op de functie “LOI” werd hoger uitgelegd.

## 5. De thesaurie van het OCMW

### 5.1. Realisatiegraad van de uitgaven: van vastleggingen in betalingen

Onderstaande tabel illustreert in welke mate de vastgelegde uitgaven aanleiding gegeven hebben tot een betaling vanwege het OCMW.

Het globale percentage van de realisatiegraad van de uitgaven op het eigen dienstjaar bedraagt 94,3%. Dit betekent dat 5,7% van de uitgaven die in het eigen dienstjaar werden vastgelegd pas in de loop van het volgende dienstjaar gesaldeerd zullen worden.

Het beleid waarbij de facturen pas worden betaald op hun vervaldag –en niet meer meteen na hun ordonnancering- werd verdergezet gedurende het dienstjaar 2019. Verder blijft het OCMW genieten van een betaaluitstel van 60 dagen op de facturen die Wolu-Facilities uitschrijft. Deze termijn verklaart waarom de realisatiegraad van de uitgaven van of minder dan 90% bedraagt voor het rusthuis en de thuisbezorgde maaltijden. Daar zijn de facturen van de poetsdienst en de levering van maaltijden ook het hoogst. Op het LOI blijken de huur- en energielasten merkelijk lager uit te vallen dan voorzien in de begroting.

Uitg: vastleggingen/betalingen	Vastleggingen '19	Betalingen '19	%
Algemene uitgaven	17.877	15.248	85,3%
Algemene administratie	4.056.298	3.852.526	95,0%
Privaat patrimonium	7.790	6.667	85,6%
Algemene diensten	591.152	584.746	98,9%
Energiefonds	23.269	23.269	100,0%
Voorschotten	63.055	59.257	94,0%
Sociale bijstand	19.863.196	18.949.385	95,4%
Rusthuizen	8.342.594	7.540.713	90,4%
Dienstencentra	397.821	385.086	96,8%
LOI	441.279	346.184	78,5%
Gezins- en bejaardenhulp	1.555.234	1.546.534	99,4%
Thuisbezorgde maaltijden	213.278	181.849	85,3%
Beroepsinschakeling/ART.60	1.103.940	1.091.603	98,9%
Schuldbemiddeling	255.865	254.637	99,5%
Kuurinrichtingen	50.584	47.446	93,8%
Woningen voor bejaarden	277.672	260.713	93,9%
Ziekenhuis in vereffening	126.522	126.522	100,0%
Totale uitgaven incl. I.F.	37.387.424	35.272.385	94,3%
Afgesloten dienstjaren	3.569.679	2.011.791	56,4%

Het historische perspectief op de realisatiegraad van de vastgelegde uitgaven toont een grote stabiliteit: in het algemeen worden 93% à 94% van de vastgelegde uitgaven nog het dienstjaar zelf betaald.

## 5.2. Realisatiegraad van de ontvangsten: van netto vastgestelde rechten in inningen

De tabel die de mate van inning van de vastgestelde rechten illustreert, geeft een gelijkaardig beeld weer: 85,9% van de vastgestelde ontvangsten zijn in de loop van het dienstjaar daadwerkelijk geïnd.

Er wezen opgemerkt dat een inningsgraad van de ontvangsten van +/-80% redelijk normaal is, omdat van de (terug)betalingstermijn vanwege de verschillende overheden en de begunstigden van de steun:

- de facturatie door de instellingen voor de maand november wordt door de debiteuren slechts in de loop van december ontvangen en de betalingen verlopen gespreid over verschillende weken. De facturatie van december gebeurt pas in het begin van het volgende dienstjaar;
- de inning van de vorderingen op de ziekenfondsen, de voorschotten op sociale uitkeringen, de terugbetaling van het leefloon door de Staat, ... gebeurt pas verscheidene weken na het overmaken van de invorderingsstaten door het OCMW (hetgeen logischerwijze aanleiding geeft tot een ‘tekort’ op deze vorderingen op het einde van het dienstjaar).

In de praktijk dus, en deze vaststelling geldt voor talrijke activiteitsdomeinen, vinden de uitgaven dus plaats lang vóór de inning van de ontvangsten.

Bij wijze van voorbeeld, het LOI: de inningsgraad van de subsidie in 2019 bedraagt slechts 71% als gevolg van de vertraging die FEDASIL opgelopen heeft in de behandeling van de dossiers die van de OCMW's afkomstig zijn.

Ontv: N.V.R. / inningen	Vastgest.recht '19	Inningen '19	%
Algemene ontvangsten	13.262.894	13.018.804	98,2%
BFMW	550.133	550.133	100,0%
Algemene administratie	1.591.937	1.424.764	89,5%
Privaat patrimonium	76.191	76.191	100,0%
Algemene diensten	430.900	429.345	99,6%
Energiefonds	23.269	11.635	50,0%
Voorschotten	63.055	36.762	58,3%
Sociale bijstand	14.270.871	10.944.272	76,7%
Rusthuizen	6.115.104	5.068.110	82,9%
Dienstencentra	344.582	246.662	71,6%
LOI	446.276	317.416	71,1%
Gezins- en bejaardenhulp	1.105.447	997.306	90,2%
Thuisbezorgde maaltijden	88.241	67.157	76,1%
Beroepsinschakeling/ART.60	469.471	298.286	63,5%
Schuldbemiddeling	258.693	178.028	68,8%
Kuurinrichtingen	0	0	0,0%
Woningen voor bejaarden	256.071	133.769	52,2%
Ziekenhuis in vereffening	31.219	31.219	100,0%
Totale ontvangsten incl. I.F.	39.384.355	33.829.858	85,9%
Afgesloten dienstjaren	7.558.398	5.220.807	69,1%

Als de gegevens in een historisch perspectief worden geplaatst, valt op hoe moeilijk het is voor het OCMW om bepaalde ontvangsten in te vorderen, in het bijzonder de vastgestelde rechten van de afgesloten dienstjaren, ook al bereiken we in 2019 het inningsniveau van 2016/2017 (zie onder).

Merk drie inningspercentagesop die betrekkelijk laag liggen:

- sociale bijstand: als gevolg van de voortijdige uitputting van zijn begroting 2019 heeft de Staat zijn tussenkomst in de betaling van het leefloon/equivalent leefloon niet meer betaald in december 2019. Daarenboven leidt de toekenning van terugbetaalbare sociale bijstand tot het overeenkomen van aflossingsplannen die over meerdere jaren lopen;
- Uitbreiding Andromeda: de Protocol 3-toelage zal slechts in 2020 integraal worden uitbetaald. De inningsgraad van de facturatie 'stricto sensu' bedraagt nagenoeg 90%;
- Artikel 60: de inningsgraad van 63% is het gevolg van het feit dat meer personen zijn tewerkgesteld in de privésector en van de tijdspanne tussen de facturatie en de betaling door de gebruiker van zijn aandeel in de kosten. Ook wordt de inning van de inschakelingspremies gespreid over verschillende dienstjaren.

Opmerking over onderstaande tabel: de realisatiegraad van bijna 71% op de afgesloten dienstjaren in 2016 is verraderlijk: deze houdt namelijk verband met de terugstorting door de VZW Wolu-Social van het thesaurievoorschot dat in 1993 werd toegekend en door het oninvorderbaar stellen van 495.722,91€ aan historische vorderingen (welke het bedrag aan netto vastgestelde rechten doet dalen en de ratio verbetert voor een gelijk volume aan reële ontvangsten).

Ontv: N.V.R. / inningen	R 16	R 17	R 18	R 19
Algemene ontvangsten	97,1%	98,4%	98,0%	98,2%
BFMW	75,5%	61,2%	67,8%	100,0%
Algemene administratie	85,6%	66,1%	79,5%	89,5%
Privaat patrimonium	100,0%	100,0%	99,8%	100,0%
Algemene diensten	99,5%	100,0%	99,0%	99,6%
Energiefonds	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Voorschotten	63,1%	71,8%	42,6%	58,3%
Sociale bijstand	77,5%	86,7%	75,7%	76,7%
Rusthuizen	80,2%	84,7%	83,4%	82,9%
Dienstencentra	66,2%	72,6%	72,5%	71,6%
LOI	75,8%	70,8%	68,0%	71,1%
Gezins- en bejaardenhulp	97,8%	92,8%	94,6%	90,2%
Thuisbezorgde maaltijden	86,5%	83,7%	86,5%	76,1%
Beroepsinschakeling/ART.60	56,9%	67,0%	81,6%	63,5%
Schuldbemiddeling	63,7%	90,3%	90,2%	68,8%
Kuuroorden	100,0%			
Woningen voor bejaarden	80,8%	68,4%	66,4%	52,2%
Totale ontvangsten incl. I.F.	86,0%	88,9%	85,2%	85,9%
Afgesloten dienstjaren	70,7%	64,9%	57,7%	69,1%

### 5.3. Toestand van de thesaurie

In 2019 heeft het OCMW geen toevlucht meer moeten nemen tot thesaurievoorschotten in het kader van het dagelijkse beheer van het Centrum.

De referentierentevoeten voor interbancaire transacties zijn in 2019 het hele jaar door negatief geweest en hebben de rendementen bepaald die de banken op thesauriebeleggingen aanbieden: nul.

Hierdoor werd elke inspanning tot een gediversifieerde beleggingspolitiek van de OCMW-thesaurie overbodig.

## 6. Evolutie van de uitgaven inzake sociale bijstand

### 6.1. Evolutie van de bruto-uitgaven inzake sociale bijstand

<b>Evolutie van sociale bijstand (k€)</b>	<b>R 13</b>	<b>R 14</b>	<b>R 15</b>	<b>R 16</b>	<b>R 17</b>	<b>R 18</b>	<b>R 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>
<b>BRUTO uitgaven</b>									
<b>LEEFLOON 65%</b>	<b>4.109</b>	<b>4.653</b>	<b>5.064</b>	<b>6.223</b>	<b>7.944</b>	<b>8.612</b>	<b>9.138</b>	<b>14%</b>	<b>6%</b>
Equivalent leefloon	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221	0%	0%
Sociale bijstand in cash	175	146	121	137	183	299	247	6%	-17%
Sociale bijstand in natura	63	49	54	66	66	99	115	11%	16%
Gezondheidsverzekering	24	49	25	12	9	14	19	-4%	37%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	-3%	20%
Transportkosten	5	6	4	7	25	36	43	45%	20%
Begrafeniskosten	18	12	15	11	7	15	7	-14%	-53%
Huurwaarborgen	60	73	72	91	23	22	28	-12%	28%
Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus	85	76	93	105	153	332	392	29%	18%
Woonkosten rusthuis - extra muros	610	762	725	890	810	953	957	8%	0%
Hospitalisatiekosten	93	76	44	65	74	79	93	0%	18%
Tussenkomst in de huurkosten	47	43	41	45	43	45	43	-1%	-3%
Thuisdiensten	6	12	8	8	4	9	8	6%	-9%
Gezondheidszorg/medicatie	224	243	180	237	351	373	487	14%	30%
Opvangtehuizen	34	34	37	14	12	14	14	-13%	2%
<b>Subtotaal</b>	<b>1.526</b>	<b>1.621</b>	<b>1.446</b>	<b>1.708</b>	<b>1.780</b>	<b>2.348</b>	<b>2.523</b>	<b>9%</b>	<b>7%</b>
<b>TOTAAL</b>	<b>7.239</b>	<b>8.059</b>	<b>7.779</b>	<b>9.117</b>	<b>10.961</b>	<b>12.211</b>	<b>12.882</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>

Bovenstaande tabel illustreert de bruto uitgavenstromen, namelijk: zonder rekening te houden met de terugbetalingen door de Staat (leefloon), de cliënten en/of de alimentatieplichtigen.

De tabel laat adlus toe om het volume aan sociale activiteit van het OCMW te meten via de financiële stromen, alsook de omvang van de behoeften van de bevolking die het OCMW bedient.

**De vaststellingen die onder punt 1 van deze nota worden opgeliist worden bevestigd: in de loop van de laatste 7 jaar zijn de uitgaven inzake leefloon gestegen met gemiddeld 14% per jaar (exclusief equivalent leefloon). De sociale bijstand op eigen middelen, van zijn kant, stijgt met gemiddeld 9% per jaar in deze zelfde periode.**

Verschillende types sociale bijstand vertonen –bovenop het leefloon- een aanzienlijk volume en/of groei in de laatste jaren. Zij zijn alle verbonden met het invullen van **basisbehoeften**:

- het (financiële) minimum om van te leven: leefloon – sociale bijstand in cash en in natura (betaling van leveranciers);
- het ten laste nemen van de rusthuisfactuur van bejaarden die niet over voldoende middelen beschikken om die factuur alleen te dragen;
- de zorgkost (hospitalisatie- en apotheekkosten).

Noteer de bijzondere evoluties voor 2019: een stijging van de uitgaven inzake leefloon die nog steeds hoog blijft (+6%) maar minder dan de trend uit het verleden. De sociale bijstand stijgt voor alle types belangrijke steun (in volume) met uitzondering van de financiële sociale bijstand in cash en in natura

(voor beide types tussenkomst samen: -9%). De medische kosten, op hun beurt, stijgen aanzienlijk, zowel wat de hospitalisatiekosten betreft (+ 18%) als de kosten van zorg en geneesmiddelen (+30%). Merk op dat de medische kosten met betrekking tot bejaarden die in andere rusthuizen gehuisvest zijn dan het Sint-Lambertustehuis, voortaan geboekt worden op het correcte begrotingsartikel. Dit verklaart zowel de ogenschijnlijke stabiliteit van de extra-muros-rusthuiskosten als de sterke toename van de medische kosten.

## 6.2. Evolutie van de netto-uitgaven inzake sociale bijstand

Onderstaande tabel drukt de nettokost uit van verschillende types sociale tussenkomsten (sociale uitgave –terugbetalingen). Het gaat uiteraard om de directe ‘nettokerst’, zonder rekening te houden met afgeleide kosten zoals deze van het sociale en administratieve personeel, de briefwisselingskosten, IT-lasten enz.

<b>Evolutie van sociale bijstand (k€)</b>	<b>R 13</b>	<b>R 14</b>	<b>R 15</b>	<b>R 16</b>	<b>R 17</b>	<b>R 18</b>	<b>R 19</b>	<b>%</b>	<b>% 18-19</b>
<b>uitgaven- terugvordering begunstigden</b>									
<b>LEEFLOON 65%</b>	<b>1.991</b>	<b>1.844</b>	<b>2.092</b>	<b>2.498</b>	<b>2.780</b>	<b>2.584</b>	<b>2.741</b>	<b>5%</b>	<b>6%</b>
Sociale bijstand in cash	83	71	52	68	126	206	192	15%	-7%
Sociale bijstand in natura	53	40	29	35	53	87	101	11%	16%
Gezondheidsverzekering	24	48	21	9	8	13	19	-4%	40%
Transportkosten	5	4	3	6	23	27	30	37%	11%
Begrafeniskosten	18	12	15	11	6	15	6	-17%	-60%
Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus	54	63	50	61	86	35	30	-9%	-13%
Woonkosten rusthuis - extra muros	352	429	220	258	7	-15	121	-16%	-885%
Hospitalisatiekosten	52	63	41	52	67	71	88	9%	24%
Tussenkomst in de huurkosten	41	29	21	23	27	33	14	-16%	-59%
Thuisdiensten	6	12	8	5	3	9	8	6%	-8%
Gezondheidszorg/medicatie	164	177	157	125	251	291	392	16%	34%
Opvangtehuizen	34	26	32	13	12	14	14	-13%	1%
Subtotaal	884	973	649	667	667	787	1.015	2%	29%
<b>Subtotaal excl. rusthuizen</b>	<b>478</b>	<b>482</b>	<b>378</b>	<b>347</b>	<b>574</b>	<b>768</b>	<b>865</b>	<b>10%</b>	<b>13%</b>
<b>TOTAAL</b>	<b>2.875</b>	<b>2.817</b>	<b>2.741</b>	<b>3.165</b>	<b>3.448</b>	<b>3.371</b>	<b>3.757</b>	<b>5%</b>	<b>11%</b>
<b>Totaal excl. rusthuizen</b>	<b>2.470</b>	<b>2.326</b>	<b>2.470</b>	<b>2.845</b>	<b>3.355</b>	<b>3.352</b>	<b>3.606</b>	<b>7%</b>	<b>8%</b>

Opmerking: we hebben in 2017 en 2018 aanzienlijke bedragen teruggevorderd inzake pensioenontvangsten van bejaarden die op last van het OCMW ‘extra muros’ gehuisvest worden (alsook, in 2018, van personen die gehuisvest zijn in het Sint-Lambertustehuis). In het verleden werden deze bedragen niet alle in de boekhouding ingeschreven. De regularisatie beïnvloedt de netto kost van 2017 en 2018 alsook de berekende groeivoeten. Daarom geven we een extra totaallijn weer die uitsluiting maakt van dit fenomeen.

De sociale bijstand inzake de betaling van energiefacturen wordt integraal verhaald op de overeenstemmende subsidie, bij beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in 2017. Deze uitgaven zijn op die manier volledig geneutraliseerd in de rekening.

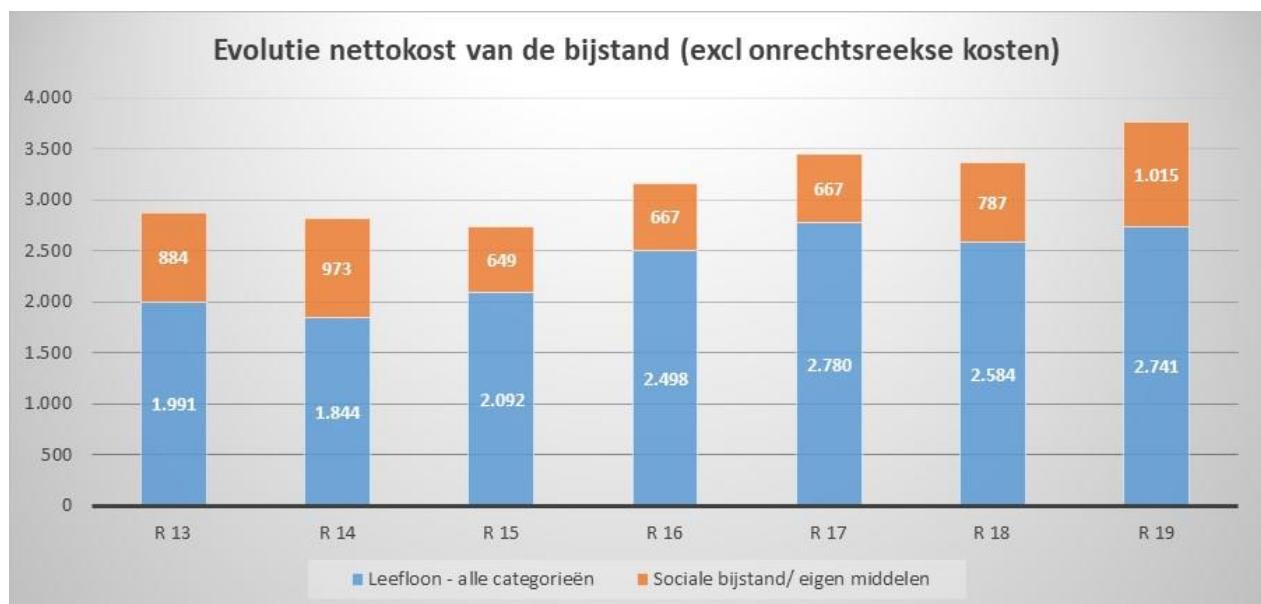
De financiële stromen met betrekking tot het equivalent leefloon zijn niet in de tabel opgenomen; deze worden voor 100% terugbetaald door de Staat.

Globaal:

- de netto kost van het **leefloon** –een kost waarop het OCMW geen enkel vat of invloed heeft en die slechts gedeeltelijk wordt gedekt door de terugbetalingen van de POD-MI- bedraagt 2,74 miljoen € in 2019, een bedrag dat overeenstemt met **22% van de gemeentetoelage**. Nog steeds zonder rekening te houden met de bijhorende kosten verbonden met het beheer van dergelijke dossiers;
- de **netto kost van het leefloon** neemt af in 2018, als gevolg van de stijging van de tussenkomst van de Staat (van 65% naar 70%) en de subsidiëring van de GPMI die met de meeste leefloondossiers gepaard gaan...maar **stijgt opnieuw in 2019 tot op hetzelfde niveau van vóór de opwaardering van de overheidsfinanciering**;
- de netto kost van de **sociale bijstand die met eigen middelen** wordt gefinancierd (exclusief de huisvestingskost van bejaarden) stijgt opnieuw in 2019 (**+13%**), een indicator van de groeiende behoeften van de bevolking, hoofdzakelijk inzake gezondheidszorg (in de brede zin).

Volgende grafiek illustreert de evolutie van de netto kost van de sociale hulp (leefloon en sociale bijstand op eigen middelen) over de laatste 7 dienstjaren heen.

Er blijkt duidelijk dat de groei van de budgettaire last van het sociale beleid hoofdzakelijk afkomstig is van de toename van het leefloon.



## **7. Algemene conclusie**

Het boekhoudkundig overschot van 84.927,04€ op de rekening 2019 moet duidelijk gekaderd worden.

Het wordt gerealiseerd binnen de context van een sterke toename van de behoeften van de bevolking, van een toename van de kost van het leefloon die door de OCMW-begroting wordt gedragen en van een gemeentetoelage die maar matig toeneemt (+ 1,9% tegenover 2018 en + 1,4% per jaar sedert 2016).

De ongunstige afwijking tussen de groei van de uitgaven en de ontvangsten vergroot en bedraagt 1% (exclusief gemeentetoelage) in 2019.

De herverdelingsuitgaven (leefloon en sociale bijstand) zetten hun sterk toenemende trend van de laatste jaren verder en de personeelsuitgaven nemen in 2019 aanzienlijk toe (+ 5,6%). De toename van de werkingskosten, op zijn beurt, is beheersd.

Aan ontvangstzijde zorgen de nieuwe inkomstenbronnen (facturatie in het rusthuis, indexatie van de prijzen) voor een ontoereikende compensatie van de uitgavengroei.

De gewijzigde begroting wordt voor +/- 100% uitgevoerd, zowel wat de uitgaven als de ontvangsten betreft.

Het opgetekende resultaat omsluit echter een reeks ontvangsten die wellicht terugbetaald zullen moeten worden ('opgeschorste' betalingen, GPMI-subsidie). Deze terugbetalingen zijn in 2019 niet geprovisioneerd, dit in tegenstelling tot de voorgaande dienstjaren.

De **fundamentele trend** die doorheen de cijfers kan worden waargenomen met betrekking tot de sociale bijstand sedert verscheidene jaren, illustreren de gespannen sociale context waaraan het OCMW een antwoord moet bieden. De sterke toename van het aantal begunstigden van het leefloon –een onsamendrukbare uitgave waarvan gemiddeld 30% ten laste van de gemeentetoelage komt- is hiervan een indicator die men niet naast zich kan neerleggen. Deze impact wordt versterkt door de duidelijke stijging van de nettokost van de sociale bijstand op eigen middelen.

Niets laat toe om een stabilisatie, laat staan een verbetering, van de situatie te voorzien op middellange termijn.